

Paris, le 24 janvier 2012

12-14 rue Charles Fourier
75013 PARIS
Tel 01 48 05 47 88
Fax 01 47 00 16 05
Mail : syndicat.magistrature@wanadoo.fr
site : www.syndicat-magistrature.org

Madame, Monsieur,

Vous avez officiellement déclaré votre candidature à la présidence de la République.

Parmi les nombreux sujets sur lesquels vous aurez à prendre position et à vous engager dans le cadre de votre programme et de la campagne électorale, nous ne doutons pas que la justice et, plus largement, les libertés publiques occuperont la place importante qui leur revient dans une démocratie.

S'agissant d'une élection présidentielle, ces questions apparaissent d'autant plus essentielles qu'il résulte actuellement des articles 64 et 66 de notre Constitution que le président de la République est « *garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire* », laquelle est « *gardienne de la liberté individuelle* ».

Le Syndicat de la magistrature, quant à lui, s'est toujours efforcé, non seulement de penser la justice à la lumière des pratiques judiciaires et des valeurs démocratiques, mais aussi de porter des revendications concrètes pour que l'institution judiciaire soit réellement à la hauteur de ses missions.

Dans la perspective des prochaines échéances électorales, nous avons donc travaillé à l'élaboration d'un projet cohérent embrassant tout le champ judiciaire comme celui des libertés. Ce projet articule constats, analyses et idées de réforme. Il contient près de 200 propositions que nous avons voulues claires et précises, ambitieuses et réalistes.

Vous trouverez ci-joint les trois documents qui composent ce projet :

- un document synthétique, intitulé « *Refonder la justice au service de la démocratie* », qui exprime les lignes de force de notre travail collectif et présente nos principales propositions de réforme ;

- un document plus précis, intitulé « *Pour une révolution judiciaire* », qui contient le détail de nos positions ;
- un document récapitulatif (« *Annexe : les propositions* »), qui recense toutes les revendications que nous entendons soutenir dans le cadre de la présente campagne.

Bien sûr, vous ne pouvez ignorer l'état misérable de notre institution, dont le budget est notoirement – et depuis longtemps – très insuffisant, au regard notamment des moyens alloués à la justice dans les autres pays européens. Il va donc de soi qu'un effort important devra être entrepris pour permettre au service public de la justice de jouer pleinement son rôle dans l'intérêt de tous.

A cet égard, certaines des réformes que nous préconisons ne coûtent rien, d'autres sont peu coûteuses et les autres pourraient être largement financées grâce aux ressources dégagées par l'abandon que nous réclamons d'orientations qui pèsent très lourdement sur le budget de la justice. Tout est affaire de choix et les choix opérés ces dernières années ont été désastreux. L'attente des professionnels de la justice à ce sujet, comme sur le fond des transformations qui s'imposent, est énorme. Celle de nos concitoyens ne l'est pas moins.

Notre organisation se tient bien sûr à votre disposition pour échanger avec vous sur ces propositions.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de toute notre considération.

Pour le Syndicat de la magistrature,
Matthieu Bonduelle, président